



CHAPITRE 72

Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec

[Sanctionnée le 14 avril 1976]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Constitution en corporation.

1. L'Association des entrepreneurs en construction du Québec, désignée à l'article 32 de la Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1975, chapitre 51), est constituée en corporation.

Objets.

2. Sans limiter la généralité prévue à l'article 34 de ladite loi, la corporation a pour objet:

a) d'étudier, promouvoir, protéger et développer les intérêts des employeurs de l'industrie de la construction au niveau des relations du travail;

b) de fournir à ses membres les services de relations du travail;

c) d'agir comme représentant de ses membres auprès des intérêts privés, des pouvoirs publics et para-publics, des agents de la vie économique, des groupements syndicaux, patronaux ou autres.

Pouvoirs.

3. L'Association est une corporation au sens du Code civil; outre les pouvoirs que la loi lui confère, elle peut notamment:

a) acquérir, posséder, améliorer, prendre à bail et aliéner, à titre onéreux, toutes sortes de biens, meubles et immeubles;

b) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;

CHAPTER 72

An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec

[Assented to 14 April 1976]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Incorporation.

1. The Association of Building Contractors of Québec, designated in section 32 of the Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act (1975, chapter 51), is hereby incorporated.

Objects.

2. Without limiting the scope of section 34 of the said act, the objects of the corporation are:

(a) to study, promote, safeguard and develop the interests of employers in the construction industry with regard to labour relations;

(b) to provide its members with labour relations services;

(c) to act as the representative of its members in dealing with private interests, public or parapublic authorities, corporations, the economics sector, union groups, management groups or other groups.

Powers.

3. The Association is a corporation within the meaning of the Civil Code; in addition to its general powers under law, it may, in particular:

(a) acquire, possess, improve, lease and dispose of, for onerous consideration, any class of moveable or immoveable property;

(b) borrow money on the credit of the corporation;

c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, céder ou transporter ses biens, meubles ou immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties aux mêmes fins, et constituer tels hypothèques, nantissements ou gages, par acte de fidéjussur, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations;

d) accepter toute donation, legs ou autre libéralité à titre entièrement gratuit et inconditionnel;

e) nommer le personnel nécessaire à l'exécution de ses fonctions, fixer ses attributions et sa rémunération.

Statuts
et règle-
ments.

4. Les statuts et règlements de la corporation sont ceux adoptés conformément aux articles 32, 33 et 35 de la Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, par l'arrêté en conseil 145-76, du 21 janvier 1976; toutefois, toute modification aux statuts et règlements n'entre en vigueur qu'après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Membres
du premier
conseil
d'adminis-
tration.

5. Les membres du premier conseil d'administration sont messieurs:

<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>
Julien Demers	Montréal
Nick Dicerni	Montréal
Guy Dorais	Montréal
Robert Gibelleau	Montréal
Jos Grimard	Chicoutimi
Fernand Houle	Québec
Réal L'Heureux	Québec
Jean-Claude Murray	Montréal
Hervé Nadeau	Valleyfield
Gérard Neveu	Montréal
Antonio Roméo	Montréal
Gilles Tremblay	Chicoutimi

Mandat.

Leur mandat prendra fin après le 13 février 1978, à la date qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Vacances.

Toute vacance au sein du premier conseil d'administration est comblée suivant les dispositions de l'article 60.08 des statuts et règlements mentionnés à l'article 4 ci-dessus.

(c) notwithstanding the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, without loss of ownership, cede or transfer its moveable or immovable property, present or future, to secure the payment of issued obligations or bonds, give part only of such security for the same purposes and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act;

(d) accept any donation, gift or other liberality for entirely gratuitous and unconditional consideration;

(e) appoint the personnel required for the carrying out of its functions, determine their attributions and fix their remuneration.

4. The constitution and by-laws of the corporation are those adopted in accordance with sections 32, 33 and 35 of the Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act by order in council 145-76, dated 21 January 1976; however, any amendment to the constitution and by-laws shall not come into force until approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Constitu-
tion and
by-laws.

5. The members of the first board of directors shall be Messrs:

<i>Name</i>	<i>Address</i>
Julien Demers	Montreal
Nick Dicerni	Montreal
Guy Dorais	Montreal
Robert Gibelleau	Montreal
Jos Grimard	Chicoutimi
Fernand Houle	Québec
Réal L'Heureux	Québec
Jean-Claude Murray	Montreal
Hervé Nadeau	Valleyfield
Gérard Neveu	Montreal
Antonio Roméo	Montreal
Gilles Tremblay	Chicoutimi

Membres
of first
board of
directors.

Their term of office shall expire after 13 February 1978, on such date as the Lieutenant-Governor in Council may fix.

Term of
office.

Any vacancy on the first board of directors shall be filled in accordance with article 60.08 of the constitution and by-laws referred to in section 4 hereinabove.

Vacancies.

Contribution pour
financement
temporaire.

6. Pour assurer le financement temporaire de la corporation, le conseil d'administration de l'Association peut exiger de tout employeur de l'industrie de la construction, une contribution au montant qu'il détermine.

Cessation
de la contribution.

Ce pouvoir et cette obligation s'éteignent au moment de la transmission à l'Association, par l'Office de la construction du Québec, de la cotisation prévue à l'article 32 de ladite loi. L'Association doit alors accorder à chaque employeur un crédit égal au montant de la contribution versée en vertu du premier alinéa, selon les modalités qu'elle détermine.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. To provide for the temporary financing of the corporation, the executive committee of the Association may require a contribution of such amount as it determines from every employer of the construction industry.

Contribution for
temporary
financing.

Such power and such obligation are extinguished from the time the assessment provided for in section 32 of the said act is remitted to the Association by the Office de la construction du Québec. The Association shall thereupon credit each employer for an amount equal to the contribution paid pursuant to the first paragraph, on the terms and conditions it may determine.

Cessation
of contribution.

7. This act shall come into force on the day of its sanction,

Coming
into force.